

RAPPORT ANNUEL 2009-2010

■ Message de l'honorable Denis Lebel



En tant que ministre d'État de Développement économique du Canada, j'ai le privilège de parcourir toutes les régions du Québec et de constater la vitalité qui anime les collectivités et le dynamisme qui caractérise les entrepreneurs québécois. En partageant leur talent, leur expertise et leur passion, les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) et les Centres d'aide aux entreprises (CAE) contribuent également au mieux-être de leurs collectivités et au développement local.

Nos actions respectives visent l'atteinte d'objectifs communs : la stimulation de l'économie québécoise et l'épanouissement des collectivités. Dans cet esprit, ce rapport fait état du travail accompli par le Réseau des SADC au cours de l'année écoulée et du rôle évolutif des SADC et des CAE dans l'essor économique et entrepreneurial de nos régions.

Je tiens enfin à féliciter les quelque 1350 bénévoles et 400 professionnels qui composent le Réseau. Ce rapport témoigne éloquemment de leur passion et de leur engagement.



L'honorable Denis Lebel *Ministre d'État de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec*

■ Mot du président et de la directrice générale





Nous voici au moment de notre bilan annuel. L'année aura encore été riche en réalisations importantes : Fonds de soutien aux entreprises, Fonds pour le démarrage et la relève d'entreprise, investissements records dans les entreprises, nombreuses initiatives très pertinentes, partenariats fructueux, visibilité accrue, etc. La prolongation de nos ententes — même si c'est le renouvellement du Programme de développement des collectivités (PDC) que nous attendions — nous donne un signe encourageant, puisque nos budgets et tous nos programmes ont été maintenus, et ce, dans une période de rationalisation.

Mais au terme d'une planification de cinq ans, il nous faut aussi évaluer l'atteinte de nos objectifs. Et les résultats souhaités sont là! Nous avons su proposer au gouvernement des solutions efficaces pour aider les entreprises à faire face à leurs défis. Notre offre de services se précise dans des créneaux spécialisés — relève d'entreprises, commerce électronique, développement de marchés — et par des initiatives plus

ciblées dans nos milieux — diversification économique, utilisation accrue des technologies, innovation. La réflexion en profondeur sur le développement durable se traduit déjà par des actions concrètes, et notre solidarité se manifeste cette année par le changement de nom du Réseau afin d'y intégrer les CAE.

La question se pose donc : sommes-nous, comme nous le souhaitions dans la définition de notre vision, des « incontournables du développement »?

La réponse est : oui! En effet, de plus en plus d'organisations font appel à nos services, nous consultent et sollicitent notre collaboration, en raison du caractère unique de notre mission et de notre démarcation de plus en plus évidente des autres acteurs du développement.

Notre mémoire sur les collectivités dévitalisées, *Osons la fierté*, a été reconnu pour sa pertinence par la Fédération québécoise des municipalités (FQM) et le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMEROT). Des partenariats et des alliances ont porté fruit, par exemple la démarche menée en collaboration avec la FQM et l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDQ), auprès du gouvernement du Québec, pour l'élaboration d'une politique de l'entrepreneuriat.

Mais la manifestation la plus importante et positive de notre impact et du rôle essentiel que joue le Programme de développement des collectivités (PDC) dans nos milieux est venue du Sénat canadien dans sont rapport *Au-delà de l'exode : mettre un terme à la pauvreté rurale.*

On y trouve de nombreuses citations telles que : « le Programme de développement des collectivités est l'un des meilleurs investissements qui soient faits dans les habitants des régions rurales du Canada » (Louise Paquette, FedNor); des commentaires du comité sénatorial : « Dans la plupart des collectivités rurales, les bénévoles jouent un rôle de premier plan dans la planification officielle du développement économique communautaire » ou encore : « le comité pense également que le gouvernement fédéral devrait envisager d'augmenter la taille des prêts disponibles en vertu du programme, ainsi que l'enveloppe totale de financement destinée au programme » et surtout la recommandation suivante (13-3) : « Le comité recommande que le gouvernement fédéral réaffirme son engagement à long terme envers le Programme de développement des collectivités. »

C'est donc fiers de ces résultats et encouragés par cette reconnaissance que nous entreprenons la nouvelle année, dont une bonne partie du temps sera consacrée à faire valoir nos résultats et à démontrer l'efficacité et la rigueur de notre organisation afin d'assurer le renouvellement d'ententes fructueuses avec le gouvernement du Canada.

Pierre Marois

Président du Réseau des SADC du Québec **Hélène Deslauriers**

Him Dlaurius

Directrice générale du Réseau des SADC du Québec

Une image nette de notre année, en quelques pixels...

- L'année 2009-2010 sera certes à marquer d'une pierre blanche au Réseau des SADC du Québec. Il s'agit en effet de l'année la plus faste jamais enregistrée en matière de financement accordé aux entreprises! Ainsi, en quelques mois, le Fonds commun des SADC a vu ses liquidités fondre de près de 15 M\$ pour les investir dans les entreprises en région : du jamais vu! Le Fonds de soutien s'est aussi avéré un renfort indispensable pour les entreprises accusant un manque de liquidités. Le Fonds de démarrage et de relève d'entreprise s'est également déployé, contribuant au maintien de plusieurs PME et à la création de nouvelles. Au total, en ajoutant à ces programmes les prêts réguliers et jeunesse réalisés par les SADC et CAE, c'est donc près de 100 M\$ qui auront été dégagés cette année avec le concours de Développement économique Canada pour soutenir et créer des PME dans les régions. Une belle réussite, digne de mention!
- Une année exceptionnelle, il va sans dire. Mais à ces programmes se greffent d'autres initiatives qui viennent accroître notre aide aux régions en matière de création d'emplois. Ainsi, chaque année à travers le réseau, 400 emplois sont offerts aux jeunes par l'entremise de différents programmes. Pensons d'abord au nouveau Programme de stage dans les petites entreprises (PSPE), qui offre une expérience de travail aux jeunes, un appui tellement apprécié des entrepreneurs qu'il s'est vu reconduit pour 2010-2011. Industrie Canada a de plus poursuivi sa collaboration avec le Réseau en renouvelant l'enveloppe de l'Initiative jeunesse du Programme d'accès communautaire (PAC), créant illico plusieurs emplois pour les jeunes. De son côté, Développement économique Canada a permis à près d'une centaine de jeunes de travailler dans leur collectivité, en vertu de son programme Emploi étudiant. Et la Stratégie jeunesse présente toujours d'aussi bons résultats.

- Ces réussites témoignent de la confiance grandissante que nous accordent nos partenaires. Des projets comme le Fonds de soutien aux entreprises créent à coup sûr des liens entre les SADC ou les CAE et les entreprises. Cette proximité n'échappe plus à un partenaire comme Industrie Canada, qui n'a pas hésité à nous confier la gestion du PSPE. C'est cette même proximité qui a permis au partenariat avec la Banque de développement du Canada (BDC) de grandir au fil des ans et de réaliser des investissements conjoints sans précédent cette année. La BDC compte de plus en plus sur la connaissance de nos entreprises pour que les SADC et CAE en assurent le suivi. Il s'agit d'une belle marque de confiance, qui rapporte et qui laisse entrevoir de nouvelles voies de collaboration dans le futur.
- La complicité entre nos organisations et les entreprises a également pu être mesurée au petit écran en 2009-2010. Notre implication en tant que partenaire majeur de l'émission VoirGRAND.tv a permis de faire connaître l'expertise des SADC et des CAE à des milliers de téléspectateurs. Nul doute que les panélistes nous représentant sur le plateau de tournage ou encore les capsules présentant une entreprise en relation avec un conseiller de la SADC ou du CAE ont grandement contribué à promouvoir notre mission. En plus du média télévisuel, une entente avec Éducaloi a permis de diffuser sur le web des contenus juridiques vulgarisés et destinés exclusivement aux entrepreneurs. Depuis l'automne dernier, on trouve ainsi à www.educaloi.qc.ca une toute nouvelle section « Entrepreneurs » contenant divers articles de même qu'une capsule vidéo portant sur les contrats faits par courriel.
 - Sur ces réalisations s'achève ce cycle de notre entente de quatre ans avec Développement économique Canada, laquelle a pu être renouvelée pour une autre année avec les mêmes enveloppes budgétaires. Avec le PDC qui sera certainement reconduit dans tout le pays au cours des prochains mois, une nouvelle entente nous permettra de poursuivre nos multiples projets. Car beaucoup reste encore à faire; croyons en nos moyens et envisageons le meilleur pour les régions dans les années à venir.

■ VoirGRAND.tv : le pouvoir de la télé au service des régions

Les SADC et CAE ont participé activement cette année à la deuxième saison de VoirGRAND.tv, une émission originale qui favorise le rayonnement de l'entrepreneuriat au Québec. Ce projet, dont le Réseau était le partenaire majeur, a d'abord nécessité une tournée d'auditions où près de 250 entrepreneurs des dix-sept régions administratives du Québec ont été rencontrés. Sept d'entre eux ont été sélectionnés pour devenir candidats à l'émission, puis douze épisodes de VoirGRAND.tv ont été diffusés sur les ondes de canal Vox de janvier à avril 2010 afin d'y présenter les entrepreneurs finalistes. En tout, treize SADC et CAE ont figuré à l'émission, soit dans des capsules présentant différentes entreprises qu'elles financent, ou encore à titre d'experts à un panel. Deux des finalistes ont eu recours aux services des SADC ou CAE pour le démarrage de leur entreprise. Il s'agit d'Édith Jolicœur, qui a fait affaire avec la SADC Baie-des-Chaleurs, et d'Alexandre L. Dihmène, appuyé par la SADC d'Antoine-Labelle. La grande finale a été présentée au Capitole de Québec le 13 avril à l'occasion d'un gala.

En plus d'offrir une visibilité incomparable à nos organisations et à nos clients, ce concept colle parfaitement à notre mission de développement. En présentant l'entrepreneuriat à travers de vraies histoires d'entrepreneurs passionnés issus de différentes régions du Québec, les SADC et CAE souhaitent ainsi favoriser la relève et la création de nouvelles entreprises dans nos milieux. Une image vaut mille mots, dit-on; c'est donc cette complicité entre nos conseillers et leurs clients que le petit écran a pu faire ressortir de manière très fine et sensible auprès de milliers de téléspectateurs. Il s'agit somme toute d'un superbe exercice promotionnel, alors que notre expertise s'est clairement affichée tout en faisant connaître certaines de nos entreprises modèles. Un objectif de visibilité atteint, qui ouvre la voie à d'autres initiatives médiatiques dans les prochaines années.





Camp Je : un pour tous, tous pour un!

Une toute nouvelle formule a été adoptée en 2009 pour le Camp Je : un camp provincial. Des jeunes de différentes régions ont donc participé à l'événement qui a eu lieu l'été dernier au camp Trois-Saumons, à Saint-Aubert. Et c'est par un concours, « À la recherche de l'apprenti entrepreneur Camp Je 2009 », que les SADC et CAE ont recruté 27 jeunes s'étant démarqués dans leur milieu. Divisés en cinq équipes et motivés au plus haut point, ces jeunes de 13 à 17 ans ont ainsi pu vivre une expérience originale, qui n'existe nulle part ailleurs, soit celle d'adopter et de vivre durant deux semaines une démarche entrepreneuriale, de la conception du produit jusqu'à sa mise en vente, en passant par le plan d'affaires et le financement, le tout dans une atmosphère de vacances. Ils ont même rencontré un représentant de la Banque de développement du Canada afin d'obtenir leur financement! Comme quoi le Camp Je frôle la réalité et tente véritablement de donner à chaque participant le goût d'entreprendre et de vivre en région, un objectif en lien direct avec notre mission.

Année après année, le succès des camps Je ne se dément pas. Un sondage mené auprès de certains des 1300 jeunes y ayant participé depuis l'année 2000 révèle que 99 % d'entre eux le recommandent à un ami et que la plupart ont pu y développer leur leadership et leur confiance en eux. Les plus âgés étant maintenant dans la mi-vingtaine, nous pourrons leur demander d'ici quelques années s'ils vivent toujours en région et s'ils ont démarré leur entreprise. L'avenir nous dira comment ce projet à la fois très visionnaire et novateur contribue au développement des régions.

C'est une expérience inoubliable et enrichissante qui m'a aidé à faire un choix de carrière. Je suis déterminé plus que jamais à démarrer mon entreprise. Nous avons fabriqué des chandelles flottantes et un magnifique petit bambou. Chacun a fait 10 \$ de profit!

Louis Blanchette

Région de Bécancour Participant au Camp Je 2009

Initiatives spéciales : des projets précis, des résultats probants

Le programme d'initiatives spéciales, soutenu par Développement économique Canada, se décline en trois volets :

Emploi étudiant
Attribution aux SADC et CAE de sommes pour l'embauche d'étudiants de 15 à 30 ans qui envisagent une carrière dans un domaine d'affaires ou en développement local. Ces jeunes sont appelés à occuper diverses fonctions au sein des entreprises qui les embauchent.

Des forces vives au service du milieu

En plus d'appuyer les SADC et CAE dans leur mission d'aide aux collectivités, ce volet permet aux jeunes embauchés de demeurer dans leur région et de s'y faire de nombreux contacts professionnels. En 2009-2010, un budget total de 505 000 \$ a permis de créer 83 emplois, un défi relevé avec brio, malgré certaines difficultés de recrutement.

Mon expérience de travail à la SADC m'incite à demeurer dans la région puisqu'elle m'a permis de la découvrir plus en profondeur et je crois qu'elle est merveilleuse. Je veux contribuer à son développement.

Karelle Vachon

SADC de la Vallée-de-la-Gatineau

Communications à frais partagés

Ce volet du programme d'initiatives spéciales alloue des sommes aux SADC et CAE pour la réalisation d'outils et d'activités de communication. Édition, relations publiques, matériel de bureau et publicité sont autant d'activités qui contribuent chaque année à la renommée de nos organisations. Pas moins de 1293 outils et activités de communication ont été réalisés en 2009-2010, grâce à une enveloppe de 335 000 \$. Encore une fois, la publicité demeure l'activité la plus populaire, affichant 697 occurrences, en légère hausse comparativement à l'année dernière.

La convergence des forces pour une haute visibilité

Fait à noter, quelques campagnes de publicité à portée régionale ont été initiées par plusieurs SADC, qui ont uni leurs moyens pour en maximiser l'impact. Citons, à titre d'exemple, la diffusion de capsules télévisées quotidiennes traitant de bonnes nouvelles économiques, une initiative combinée des SADC des régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Des capsules semblables ont également été produites en Matawinie, entre autres. Ce sont là de beaux exemples de concertation qui témoignent de l'esprit d'unité qui règne au sein des membres du Réseau.

Projets de développement local

Cet autre volet a pour objectif de permettre aux SADC — uniquement — d'acquérir de l'information et des données sur les possibilités et les enjeux du développement de leurs collectivités. Ce savoir les éclairera sur les moyens et les démarches à entreprendre pour renforcer les avantages compétitifs des entreprises qu'elles accompagnent. Les moyens en cause se déclinent sous plusieurs formes, entre autres : la réalisation d'études, la tenue d'activités de formation, la participation à des colloques et à des foires de promotion de produits régionaux.

Plus de données, un meilleur portrait

Comptant pour 66 % du budget total du programme d'initiatives spéciales, **le volet développement local a permis la mise en œuvre de 437 projets et activités.** Ce nombre impressionnant aura des répercussions substantielles, et ce, aux quatre coins de la province.

Une stratégie qui a profité à 450 jeunes cette année

Lancée en 1997 par le Réseau des SADC et Développement économique Canada, la Stratégie jeunesse se présente en deux volets : une aide financière et une aide technique. Elle vise à répondre aux difficultés de financement des jeunes entrepreneurs ainsi qu'à leurs besoins de suivi. Ces jeunes reçoivent un prêt personnel sans intérêt pouvant aller jusqu'à 15 000 \$ et bénéficient d'un accompagnement tout au long de leur projet. Cette aide permet aux promoteurs de réaliser leur projet tout en demeurant à l'avant-garde : nouvelles technologies, exportation, recherche et développement, commerce électronique, marketing, etc.

L'implication des SADC et CAE va bien au-delà du simple financement, des efforts particuliers étant faits pour susciter l'entrepreneuriat chez les jeunes, par le truchement de projets dans les écoles et d'initiatives concertées avec les organismes jeunesse du milieu. Une telle concertation et un tel dynamisme profitent grandement à la relève entrepreneuriale.

Des dollars qui en attirent d'autres

Les institutions financières prêtent peu à des promoteurs n'ayant que peu d'expérience en affaires et peu de garanties à offrir. La Stratégie jeunesse vient ici jouer un rôle de levier, en donnant une plus grande légitimité aux jeunes qui en bénéficient. Ainsi, chaque dollar consenti par les SADC et CAE dans ce programme permet d'en obtenir 11,9 additionnels auprès d'institutions et d'organismes jeunesse. Voilà ce qu'on appelle un impact en haute définition!

L'année dernière, pas moins de 450 entrepreneurs ont bénéficié d'une aide totale de 5 322 411 \$, soit une moyenne de 11 828 \$ pour chacun. Fait remarquable : ces prêts d'honneur sont remboursés dans une proportion de 93,7 % par les bénéficiaires. Comme quoi la relève s'annonce non seulement déterminée, mais tout aussi responsable.

■ Un programme pour développer le commerce électronique

Le tout nouveau programme de stage dans les petites entreprises (PSPE), financé par Industrie Canada, permet à des jeunes de 15 à 30 ans d'effectuer des stages en commerce électronique au sein de petites et moyennes entreprises. Ces dernières peuvent ainsi mieux utiliser les nouvelles technologies pour la mise en marché de leurs produits et services, tout en favorisant l'employabilité des jeunes qui y participent.

Une première déployée en un temps record!

Malgré son aspect inédit, ce programme a pu être mis en place en moins d'un mois et présente des statistiques des plus intéressantes. Sur un budget de plus de 400 000 \$, 78 projets de stages ont ainsi vu le jour.

Le PSPE nous a permis de bâtir un site très impressionnant qui nous place en avance sur plusieurs autres entreprises de notre taille, notamment aux États-Unis. Le site permet de donner de l'information beaucoup plus rapidement à la clientèle. Nous avons ainsi attiré le regard de nos partenaires, peu habitués à voir ce type d'innovation dans des entreprises jeunes comme la nôtre.

Tommy Gagnon

Région de Lotbinière Machineries Automatech



■ Le PAC : plus qu'un accès à internet

Le Programme d'accès communautaire (PAC) d'Industrie Canada offre à des milliers de Canadiens un accès abordable à Internet à partir d'endroits comme des écoles, des centres communautaires et des bibliothèques. Il est destiné aux gens qui pourraient ne pas avoir d'ordinateur ni d'accès à Internet à la maison ou au travail.

Initiatives jeunesse

Expérience contre expertise, un marché gagnant!

Rattachée au Programme d'accès communautaire (PAC), cette initiative offre des emplois aux jeunes de 15 à 30 ans, étudiants, nouveaux diplômés, sous-employés ou sans emploi. Elle leur permet d'acquérir de l'expérience en technologies de l'information (TI). Parallèlement, les compétences de ces jeunes sont grandement utiles aux gestionnaires des Centres d'accès communautaire à Internet (CACI) et à leur clientèle.

En 2009-2010, un budget total de 957 600 \$ a créé 153 stages dans différents CACI. Modelés selon les particularités de leur milieu, ces centres offrent des stages variés aux jeunes, qui, à leur tour, y insufflent dynamisme et idées novatrices. Cet apport est des plus appréciés par les gestionnaires des CACI, souvent des bénévoles ne disposant que de peu de moyens. Bref, tout le monde y gagne!

■ Financement additionnel : pour un accès à Internet de qualité

Réalisée en collaboration avec Industrie Canada, cette mesure du Programme d'accès communautaire (PAC) offre un soutien financier aux CACI. L'accessibilité à Internet n'étant pas généralisée dans toutes les régions ni à toutes les clientèles, ces centres répondent à un réel besoin. De plus, ils offrent des ateliers sur les logiciels courants.

Une addition qui multiplie ses résultats

Les sommes redistribuées par le Réseau aux CACI permettent d'assurer la pérennité de ces derniers en les aidant à acheter du matériel ou à embaucher des ressources spécialisées. **Cette année, 44 CACI ont bénéficié du programme, dont l'enveloppe globale était de 279 771 \$.**

Tête-à-la-Baleine : de moins en moins isolée

Grâce à ce programme, cette collectivité de la Basse-Côte-Nord a pu brancher son CACI à Internet haute vitesse, devenant ainsi le premier et seul endroit à posséder ce service sur son territoire. Cet outil a permis à la communauté de poursuivre son développement avec des activités auparavant inaccessibles. Voilà un bel exemple de l'impact positif de ce programme sur les collectivités!

Une étude riche en données révélatrices

Le Réseau des SADC a obtenu cette année les résultats d'une recherche à laquelle il a collaboré. Portant sur l'efficacité du Programme d'accès communautaire à Internet (PAC), elle a été menée par une étudiante de l'École nationale d'administration publique (ENAP). En participant à la prestation du programme, le Réseau a été à même de constater les différents impacts de cette initiative sur les communautés, qui vise à combler le « fossé numérique » qui les sépare des régions mieux desservies.

Des constats nets et précis

De cette étude exhaustive ressortent de nombreux constats, la plupart allant dans le sens de ceux déjà formulés par le Réseau sur le rendement du programme. Parmi ceux-ci, l'étude cite : « Il importe d'accompagner les gens vers le déploiement de leurs compétences, surtout les adultes vers de la formation continue, en améliorant notamment les activités complémentaires offertes aux personnes en recherche d'emploi et aux employés moins spécialisés et celles leur permettant plus spécifiquement d'acquérir de nouvelles technologies. »

C'est un facteur-clé du succès du programme dans son ensemble. Ainsi, un accompagnement adéquat engendre un usage efficace des technologies de l'information, qui crée de la valeur au sein de la communauté. Concrètement, cela peut se traduire par des occasions d'affaires en commerce électronique pour les entreprises ou une augmentation de l'employabilité pour les particuliers.

D'improbables rencontres menant à des bénéfices concrets

Lancé en 2007, l'Espace économique francophone canadien est une initiative conjointe du Réseau des SADC et du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada). Il vise à stimuler les échanges économiques au bénéfice de la francophonie et de l'économie canadienne. Par l'entremise d'une langue commune, les liens ainsi tissés entre entrepreneurs de la francophonie sont autant d'ouvertures vers de nouveaux marchés. Cette démarche est appuyée également par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales du Canada (SAIC).



Plus que des liens d'affaires

L'année 2009-2010, deuxième d'un projet pilote de trois ans, fut riche en retombées. Pas moins de six missions commerciales ont été accomplies, impliquant au total une soixantaine d'entreprises et une vingtaine d'agents de développement économique. Au Québec, les SADC d'Abitibi-Ouest, de Gaspé-Nord, de la Vallée-de-la-Gatineau de même que le CAE de la Haute-Yamaska ont participé à ces missions, visitant ou recevant leurs homologues du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan, de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba. D'autres organisations ont été actives pour élaborer des activités à venir, soit la SADC des Îles-de-la-Madeleine et le RDÉE de l'Île-du-Prince-Édouard.

Des communautés d'affaires qui voient loin

L'expérience acquise au fil du projet de même que la grande proximité des SADC avec les entrepreneurs de leur milieu en expliquent le succès. Le lien linguistique et culturel partagé par les différentes communautés d'affaires francophones enrichit grandement les rencontres entre entrepreneurs et contribue à créer un rapport qui va bien au-delà d'une simple relation d'affaires. Ainsi a-t-on assisté à des rencontres improbables entre gens d'affaires issus de milieux fort différents au premier abord. En effet, qui aurait pensé que le zoo de Granby se tournerait vers une entreprise manitobaine pour la mise à l'essai d'un nouveau type de litière? C'est pourtant ce qui est en voie de se produire, et la direction du zoo a bon espoir de voir une entente se conclure sous peu. Réciproquement, une entreprise de la Haute-Yamaska s'est rendue dans cette même province et a par la suite reçu la délégation manitobaine dans ses installations. Signe du potentiel de ce réseautage, l'entreprise a déjà passé une commande à l'une de ses homologues et compte faire une deuxième visite au Manitoba sous peu en vue de réaliser d'autres projets. Ainsi, bien au-delà de simples relations d'affaires, c'est d'abord les relations humaines qui sont le signe distinctif de l'initiative. Il en résulte de nouveaux contacts, de nouveaux marchés et des partenariats d'affaires prometteurs qui déboucheront sûrement sur d'autres missions du genre.



«Un entrepreneur québécois de la Haute-Yamaska en discussion avec une personne d'affaires du Manitoba.»

Crédit: Espace économique francophone canadien (www.rdee.ca)

■ Le Fonds commun des SADC remplit sa mission

Convenons, avec le recul, que l'idée de regrouper les liquidités des SADC et des CAE sous un même toit s'est avérée judicieuse! Cette année, en effet, nous constatons que 92 % des membres ont eu recours aux services du Fonds commun des SADC. La somme de 301 emprunts a de plus été enregistrée, pour un volume d'emprunts traités de 62 M\$. Une année record!

Le soutien nécessaire, au bon moment

Le Fonds commun regroupe évidemment différentes initiatives, que l'équipe du Réseau gère avec une enveloppe de coordination. Parmi celles-ci, le Fonds de soutien aux entreprises a joué un rôle déterminant pour certaines entreprises cette année. Pour faire face à la crise économique qui a placé des entreprises en situation très précaire, des membres du Réseau ont proposé, en 2009, de mettre sur pied un programme d'urgence pour les soutenir. C'est ainsi que le Fonds de soutien aux entreprises, avec toute la volonté et l'appui financier de DEC, a pu voir le jour de façon très rapide. Entre le 1er avril et le 23 octobre 2009, la phase II de l'initiative a donc permis d'allouer la totalité des 7 M\$ disponibles aux 59 projets de soutien approuvés, ce qui a permis du même coup de maintenir 1993 emplois. C'est le secteur manufacturier qui a le plus profité du programme, avec 75 % des projets, un secteur névralgique il va sans dire pour les régions. En additionnant les prêts versés durant la première phase en mars 2009, c'est 150 entreprises qui auront bénéficié d'un apport en fonds de roulement de 16,6 M\$ en quelques mois pour freiner la crise.

C'est avant tout la rapidité de la mise en place de ce programme avec Développement économique Canada et les différents partenaires qui a permis de maintenir les emplois de ces entreprises en des temps difficiles. Tant pour la rémunération des employés que pour le paiement des fournisseurs et autres, cet apport rapide de nouveaux capitaux en fonds de roulement est certainement le fait marquant du programme, une réalisation dont tous les acteurs peuvent être fiers et dont les initiatives à venir pourront s'inspirer.

Démarrage et relève : nos efforts se poursuivent

L'initiative Fonds de démarrage et de relève d'entreprise a débuté le 1er avril 2009. Ayant toujours dans la mire cet objectif de faciliter l'accès à du capital de risque aux entreprises en démarrage ou en relève, le programme compte aujourd'hui 32 projets acceptés, pour un total d'emprunts d'un peu plus de 8,2 M\$. Globalement, ces projets d'entreprises permettent de créer ou de maintenir 614 emplois, dont 60 % dans le secteur manufacturier, une répercussion plus que significative pour les neuf régions qui ont bénéficié du fonds. Le coût total des projets s'élevant à 81,5 M\$, nous calculons que l'effet de levier des investissements des SADC et CAE dans ces entreprises est de un pour dix. Nos organisations appuient donc des projets qui jouissent d'un soutien d'importance du milieu, des sociétés de capital de risque et des autres bailleurs de fonds.

Au-delà des chiffres, nous devons retenir que le Fonds est issu d'un partenariat avec DEC et que l'agence elle-même tenait à ce que le Réseau en assume la coordination. Cette marque de confiance est en hausse chez notre partenaire principal, mais aussi chez d'autres, tels que la BDC et Industrie Canada. Comme quoi les efforts des dernières années consacrés à la saine gestion des enveloppes et à l'entretien de bonnes relations de partenariat commencent indubitablement à rapporter.

Le Fonds de Soutien a donné un peu de répit au fonds de roulement des entreprises. Cet aspect allégé permettait aux entrepreneurs de concentrer leurs efforts sur deux points importants pour le futur des entreprises:

- améliorer leurs coûts de production afin d'être plus compétitives dans un marché à la baisse.
- travailler sur de nouveaux produits ou marchés pour essayer de compenser la réduction de leurs chiffres d'affaires.

Le Fonds de Soutien a donc permis de centrer les énergies dans ces deux volets qui favorisent la création de valeur par une meilleure rentabilité et la création ou le maintien des emplois.

Johanne Jacques

Directrice générale, CAE Beauce-Chaudière

Un réseau résolument durable!

Les paradigmes du développement subissent actuellement des transformations majeures, et les membres du Réseau des SADC ne sont pas en reste. Nous parlons ici bien sûr de développement durable. Conscientes de la nécessité de revoir la vision actuelle du développement et des possibilités que ce changement entraîne, les organisations se sont engagées à divers niveaux en ce sens.

Des SADC au cœur des initiatives de développement durable

De plus en plus de SADC entreprennent des démarches dans ce domaine. Dans le Haut-Saguenay notamment, l'organisation a pris le virage de façon intégrale et soutenue en accompagnant des PME en vue d'améliorer leur performance, dans un contexte d'émergence du développement durable. Au nombre de quatorze en ce moment, elles bénéficient de l'accompagnement d'un regroupement de spécialistes, issus autant de l'industrie que des établissements de recherche et d'enseignement. Ce groupe, mis sur pied par la SADC, est à l'image des principes du développement durable, impliquant des intervenants qui s'intéressent à la viabilité économique, à l'équité sociale et au respect de l'environnement.

Des actions bien définies : un exemple

Propur, un regroupement de producteurs ainsi qu'une entreprise d'emballage de pommes de terre et de transformation de légumes de la région du Saguenay, a entrepris, avec la SADC du Haut-Saguenay, une démarche en développement durable. Ses principaux objectifs : réduire sa consommation d'énergie fossile et d'eau, améliorer la qualité de travail de ses employés et diminuer sa production de déchets. Pour ce faire, l'entreprise a élaboré un plan d'action complet : création d'un nouvel emballage pour les pommes de terre, optimisation des transports, projet de méthaniseur, recyclage de l'eau de lavage des pommes de terre et divers partenariats, dont un avec le groupe CARA du Cégep de Chicoutimi, qui lui permettra de réduire la quantité de produits chimiques utilisés dans ses opérations. Toutes ces actions ont permis à Propur de réaliser de nombreuses économies de ressources et d'argent, en plus de se positionner comme leader en développement durable sur le marché de l'agroalimentaire.

■ Toujours mieux outillés

En 2010, notre coffre à outils pour aider les entreprises est plus garni que jamais et en constante amélioration. Que l'on pense au Module d'information géographique (MIG) par exemple, l'interface web qui permet de dresser des diagnostics cartographiés d'un territoire, un outil qui connaît un achalandage accru et pour lequel l'intérêt de nos membres et de nos partenaires augmente continuellement. Ou encore à la nouvelle trousse d'outils en ressources humaines, distribuée à l'ensemble des SADC et CAE, qui se veut un formidable outil de positionnement pour nos organisations auprès des entreprises. Les services de recherche de Ressources entreprises et Info entrepreneurs ont aussi été largement sollicités cette année, toutes les banques d'heures ayant été utilisées. Bref, nos outils gagnent en quantité, en qualité et en popularité!

La gestion des ressources humaines (GRH) constitue une des fonctions de l'entreprise qui revêt une importance primordiale dans le développement, voire la survie de nos petites entreprises. Le projet pilote national RH a permis d'outiller les membres du personnel de la SADC en matière de GRH, et cela, au bénéfice des entreprises de notre territoire.

Brigitte Pouliot, directrice générale SADC du Kamouraska

■ Planifier l'avenir

Nos réalisations entament de belle façon un nouveau cycle de plusieurs années, pour lequel toute une planification stratégique a été structurée en octobre dernier. Notre vision sera la suivante : « Portés par la force de nos administrateurs, l'expertise de nos professionnels et la pertinence de nos outils, les SADC et CAE seront des leaders et des précurseurs dans la diversification de nos collectivités, et ce, de façon durable. » Certains objectifs liés à cette planification sont déjà en voie de réalisation, comme : maintenir le caractère incontournable de nos organisations ou encore accroître le caractère durable de nos interventions, et bien d'autres le seront d'ici 2015. Quoi qu'il en soit, nos activités en 2009-2010 nous auront certes amenés à établir ces nouveaux objectifs toujours plus ambitieux et elles auront contribué sans contredit à réaliser, en fin de compte, notre mission : développer les régions.